

Thierry Mariani : « Le parti LR n'a plus de ligne politique, on y trouve de tout ! »



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 07 juin 2019

Source [Boulevard Voltaire]

Le député européen Thierry Mariani réagit au départ massif des élus du parti Les Républicains, à la suite de la débâcle électorale, lors des européennes.

Par ailleurs, il annonce, au micro de *Boulevard Voltaire*, la relance du mouvement la Droite populaire « *pour rassembler ceux qui veulent travailler pour la France* », au-delà des partis politiques.

Les LR continuent de se diviser avec le départ de Valérie Pécresse, la présidente du conseil régional d'Île-de-France. Comment voyez-vous votre ancien parti ?

Je pouvais prévoir ce qu'il risquait de se passer. C'est, néanmoins, toujours assez triste de voir que le parti dans lequel j'ai passé des années part dans tous les sens. Cette situation est logique. Un parti politique, bien plus que l'incarnation d'un homme, c'est aussi une ligne politique. Depuis des années, ce parti n'a plus de ligne politique. En réalité, on répète à l'envi, comme un moulin à parole : « Nous sommes le parti de la droite et du centre, nous sommes le parti de la droite et du centre, et encore nous sommes le parti de la droite et du centre. » Cela veut dire, en clair : « Nous sommes paralysés sur beaucoup de sujets. »

Lorsque j'étais ministre sous le gouvernement de Nicolas Sarkozy, c'est ce que nous avons vécu. Le Président et une partie de la majorité proposaient des mesures de droite, et le centre le bloquait. Il ne fallait pas aller si loin et ne pas heurter untel ou untel.

Depuis des années, ce parti n'a plus de ligne politique. Il est devenu une sorte de cartel électoral de gens qui s'entendent pour être élus ou pour se partager les postes. Nous ne sommes plus d'accord, notamment sur les questions européennes, sur les questions d'immigration et sur les questions sociétales.

Même si ce grand magasin a disparu, le parti Les Républicains est un peu le successeur de la Samaritaine ! On trouve de tout. Sauf que les électeurs ont besoin d'une ligne claire et non d'un chèque en blanc. Le drame de ce parti est de ne pas avoir choisi une ligne claire.

Wauquiez et cette campagne européenne en étaient le meilleur exemple. À Paris, avec Bellamy et Wauquiez, on avait un discours très souverainiste que j'aurais pu signer des deux mains. C'était quasiment une copie du programme du Rassemblement national.

En revanche, à Bruxelles, c'était des votes dictés systématiquement par la CDU allemande très clairement européenne.

La République en marche faisait de gros appels du pied aux élus Les Républicains qui existaient encore. Le Rassemblement national essayait aussi de les récupérer.

Selon vous, le départ massif des élus Républicains vers La République en marche est une suite logique ou pensez-vous que d'autres vont faire le choix du Rassemblement national ?

Il y a un double mouvement. Une partie importante des élus locaux vont aller vers Macron. Quand on est élu local et que sa boussole tient seulement aux seuls résultats électoraux et non à ses convictions personnelles, alors, on regarde les votes.

Dans de nombreuses communes, les futurs candidats aux mairies regardent, par exemple, que la liste Macron est arrivée en tête. Ce n'est pas le réflexe des électeurs. Les électeurs veulent tout de même une autre politique pour Les Républicains.

On est revenu au temps de l'UDF avec des chapelles. Pécresse a son club. Retailleau a son club, Bertrand a

son club. Ce sont, principalement, des élus locaux, en général de qualité, mais quasiment plus de militants et plus de cadres. Les cadres, les militants et quelques élus locaux vont faire un autre choix.

C'est, d'ailleurs, pour cette raison qu'avec Jean-Paul Garraud, nous nous apprêtons à relancer la Droite populaire. Le 14 juillet 2010, nous avons relancé Courant au sein du parti de l'UMP de l'époque. Nous avons dit, tout simplement, que nous avons été élus sur une ligne souverainiste et populaire. Il ne fallait pas tomber dans une ligne qui oubliait ces deux principes. Aujourd'hui, c'est ce que nous souhaitons relancer. Le problème d'aujourd'hui est de rassembler, au-delà des partis et du Rassemblement national, tous ceux qui sont prêts à travailler ensemble pour la France, et d'abord pour les mairies.

Le problème n'est pas l'étiquette, mais plutôt de savoir si on se retrouve dans ces idées-là.

C'est pour cette raison que l'on s'apprête à relancer la Droite populaire dans quelques jours.

La Droite populaire aura-t-elle pour but d'être un corridor entre Les Républicains et le Rassemblement national ?

Elle aura vocation à accueillir tous ceux qui partagent nos idées et qui, dans un premier temps, ne veulent pas s'engager dans un nouveau parti. La Droite populaire ne sera pas un parti politique mais une sorte de label de gens qui se reconnaissent dans des valeurs. Ils ne s'engageront pas forcément dans un parti au-delà des alliances. Aux élections municipales, ceux qui seront sur ce label seront ceux qui diront très clairement qu'on peut rassembler tous les partisans de ces idées-là sans rejet de qui que ce soit.